

**MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGÈRES**

**DIRECTION DES ARCHIVES**

**Centre des Archives diplomatiques de la Courneuve**

**Mission de libre circulation des personnes**

**Mission Schengen**

**1982-1994**

**492QO**

Répertoire numérique détaillé

**2023**

## Table des matières

<b>Introduction</b> .....	3
<b>Annexes</b> .....	
<b>Annexe 1</b> : Décision du Comité exécutif, du 14 décembre 1993, concernant la confidentialité de certains documents, .....	7
<b>Annexe 2</b> : Organigrammes Schengen.....	8
<b>Description du contenu</b> .....	11

# Introduction

**Référence :** FR MAE 492QO

**Intitulé :** Mission de libre circulation des personnes – Mission Schengen, 1982-1994.

**Dates prépondérantes :** 1989-1994.

**Dates extrêmes :** 1982-1994.

**Niveau de description :** sous-fonds

**Présentation, importance matérielle et support :** 137 articles, 10 m. l.

**Producteur :** Mission de coordination interministérielle pour les accords d'allégement des contrôles aux frontières (1984-1992), puis mission de coordination pour la libre circulation des personnes dans la communauté économique européenne (1992-juin 1994).

**Service versant :** Mission de coordination pour la libre circulation des personnes dans la communauté économique européenne (1992-juin 1994) dépendante alors du Cabinet du ministre délégué aux affaires européennes.

**Historique du producteur :** la question de la libre circulation a mobilisé de nombreux acteurs en Europe, tant nationaux, qu'intergouvernementaux et communautaires, et c'est pour coordonner l'action et porter la voix de la France dans les différentes instances qu'a été créée la mission de coordination interministérielle pour les accords d'allégement des contrôles aux frontières en 1984. D'abord rattachée au secrétariat général du ministère des Affaires étrangères (1984-1992), elle dépend ensuite du Cabinet du Ministre délégué aux affaires européennes jusqu'en juin 1994, où elle passe sous l'autorité des services du Premier ministre, et plus précisément du secrétariat général du Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne (SGCI)<sup>1</sup>.

Jusqu'à ce transfert de compétence au SGCI en juillet 1994, cinq coordonnateurs nationaux se succèdent au sein du ministère des Affaires étrangères. Jusqu'en 1989, trois agents du Département sont mis à disposition du gouvernement en tant que conseillers diplomatiques : Jean-Paul Anglès est le premier coordonnateur de la mission, puis Marcel Beaux en 1986 et Emile Cazimajou entre 1987 et 1989. La mission se précise ensuite et change de nom ; de « coordination interministérielle pour les accords d'allégement des contrôles aux frontières », elle devient « mission de coordination pour la libre circulation des personnes dans la communauté économique européenne ». Les diplomates cèdent alors la place à des préfets : Hubert Blanc (1990-1992) et Bernard Hagelsteen (1992-1994), puis Jean-Yves Audouin qui prend la tête de cette mission alors rattachée au SGCI.

**Historique du versement et de la conservation :** En raison d'une origine des fonds communes et d'une très grande complémentarité, quatre séries ont été fusionnées et reclasées sous la cote 492QO. La cote 101SUP (26 cartons) traitait de la coordination interministérielle pour l'allégement des contrôles aux frontières sur la période 1984-1991. La cote 224SUP (18 cartons) conservait les documents de la tranche chronologique suivante 1989-1996. La cote 5769TOPO (66 cartons) portait le nom de la mission de coordination pour la libre circulation des personnes pour une période plus restreinte (1989-juin 1994). À ces trois lots, identifiés se sont ajoutés les sept cartons propres aux dossiers du directeur d'Europe François Plaisant (1984-1987) et de quelques coordonnateurs (Marcel Beaux, Emile Cazimajou et Jean-Paul Anglès) sur la période 1984-1989, sous la cote 1914INVA. Ces quatre ensembles ont été reclassés selon un plan de classement révisé et leurs doublons éliminés (1,7 ml.).

---

<sup>1</sup> Devenu le secrétariat général des Affaires européennes (SGAE,) depuis 2005.

**Présentation du contenu :** le classement de ce fonds rappelle combien la réflexion liée aux enjeux de libre circulation européenne s'est développée de manière empirique. Si les engagements pris avec le traité de Rome en 1957 et ceux de 1986 avec l'Acte unique mettent en place le marché commun, c'est bien dans le cadre des relations bilatérales que se traduisent les premières politiques d'allègement des contrôles aux frontières. L'accord franco-allemand de Sarrebruck signé en 1984 et les démarches similaires des états du Benelux avec leur voisin allemand portent sur les fonts baptismaux les accords signés un an plus tard à Schengen, le 14 juin 1985. Ces engagements visent « le libre franchissement des frontières intérieures par tous les ressortissants des États membres et la libre circulation des marchandises et des services »<sup>2</sup>.

Pour appliquer ces accords, les États membres s'appuient sur les institutions communautaires, – le Conseil européen (art.19-20), le Conseil des ministres (art.21-22) et le Parlement européen (art.23) – mais également des structures intergouvernementales. Afin de superviser l'ensemble de ces travaux, le conseil européen de décembre 1988 crée un groupe intergouvernemental de coopération appelé groupe de Rhodes (art.1-9). En juin 1989 les représentants des états membres mettent ainsi au point le « document de Palma » qui établit l'inventaire des mesures essentielles pour la mise en application et définit les structures compétentes pour mener à bien les réflexions sur chacune des thématiques. Ainsi sont créés le groupe TREVI chargé de la lutte contre le terrorisme (art.9-12), le groupe *ad hoc* trafic de drogue et la criminalité organisée, le groupe *ad hoc* immigration (art.14-15), les groupes de coopération politique européenne en matière judiciaire et consulaire (art.13), le groupe d'assistance mutuelle en matière douanière (art.16), le groupe horizontal informatique mandaté pour la mise en place d'un système d'information européen (art.17-18).

Le « document de Palma » impose également aux États membres de mandater des fonctionnaires<sup>3</sup> dédiés et d'organiser progressivement autour d'eux une enceinte de négociation (art.36-111). Circonscrit à cinq pays jusqu'en 1990, cet organe s'élargit avec l'adhésion de l'Italie, puis de l'Espagne et du Portugal en 1991, suivis un an plus tard de la Grèce. Les pourparlers avec l'Autriche aboutissent en 1995 (art.40-46).

Durant cette première décennie, et surtout après le traité de Maastricht, l'organisation interne Schengen se déploie et évolue, révélant une architecture adaptée aux instances communautaires (art.47-109). Le groupe de Rhodes est ainsi remplacé par un comité K4 (du nom de l'article auquel il fait référence). Une dialectique en piliers vient dès lors soutenir l'ossature communautaire. La coopération politique européenne (CPE) se fond dans le deuxième pilier « Politique étrangère et de sécurité commune » (PESC), et TREVI s'inscrit dans le troisième pilier « Justice et Affaires intérieures » (JAI). Quant à l'acquis Schengen, lui-même, il intègre le cadre juridique de l'Union européenne par le traité d'Amsterdam (1997).

En France, ces négociations et ces missions complexes animent le débat parlementaire (art.110-137). Une « mission d'information Schengen » succédant à la « Commission de contrôle Schengen » est chargée d'examiner la mise en place et le fonctionnement de la Convention en France. L'application de ces accords et les relations avec l'ensemble des partenaires européens rend indispensable une coordination ministérielle qui s'engage progressivement vers une tutelle exercée par les services du Premier ministre (effective en juin 1994).

---

<sup>2</sup> Préambule de l'Accord de Schengen, entre les gouvernements de l'Union économique Bénélux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française, 14 juin 1985

<sup>3</sup> En France, trois préfets sont mandatés entre 1989 et 1994.

**Mode de classement** : les versements (101SUP, 224SUP, 5769TOPO, 1914INVA) ont fait l'objet d'un traitement complet : classement, conservation préventive et nouvelle cotation (492QO). Un cadre de classement a été élaboré pour proposer une lecture plus intelligible des grandes structures.

## **1. Coopération intergouvernementale**

- 1.1. Groupe de Rhodes
- 1.2. TREVI
- 1.3. Coopération politique européenne (CPE).
- 1.4. Groupe *ad hoc* immigration
- 1.5. Groupe d'assistance mutuelle en matière douanière
- 1.6. Groupe horizontal informatique

## **2. Communauté européenne**

- 2.1. Institutions
- 2.2. Union européenne
- 2.3. Espace économique
- 2.4. Franchissement des frontières communautaires
- 2.5. Sécurité, police, justice

## **3. Schengen**

- 3.1. Accords
- 3.2. Convention d'application
- 3.3. Candidatures
- 3.4. Relations extérieures
- 3.5. Structure et fonctionnement

## **4. Mise en application en France**

- 4.1. Relations avec le Parlement
- 4.2. Coordination interministérielle
- 4.3. Relations extérieures
- 4.4. Application sur les frontières nationales
- 4.5. Formations et conférences
- 4.6. Presse

**Eliminations réglementaires** : 1,7 m.l.

**Sources complémentaires** :

### Archives diplomatiques

- Représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne
- Direction économique, coopération européenne
- Direction géographique, Europe (1981-1995).
- DFAE, fonds Schengen (1984-1995)

### Archives nationales

- Intérieur, direction des Libertés publiques et des Affaires juridiques ; cotes 19970133/19-26
- Intérieur, direction générale de la Police nationale ; cote 20150013/26

### Archives historiques de l'Union européenne gérées par l'Institut universitaire européen

- Fonds du Parlement européen

**Conditions d'accès** : les documents sont soumis aux délais de communicabilité des archives publiques prévus par le Code du patrimoine. Egalement s'y appliquent des instructions fixées par la décision du comité exécutif du 14 décembre 1993 concernant la confidentialité de certains documents, référence [SCH/Com-ex (93) 22 rév.], journal officiel des Communautés (Annexe 1)<sup>4</sup>

**Conditions de reproduction** : libres pour les articles communicables.

**Langue des documents** : français, anglais, allemand, espagnol, italien.

**Contrôle de la description** : sous la direction de Céline Brugeat-Peuffier, responsable de fonds, et le contrôle de Sarah Clinet, conservatrice en chef du patrimoine.

**Date de la description** : août 2023

**Bibliographie :**

-BIGO, Didier et GUILD, Elspeth, *Controlling Frontiers. Free Movement Into and Within Europe*, London, Ashgate, 2005, 296 pages

-DELMOTTE, Florence, *Les frontières et la communauté politique : faire, défaire et penser les frontières*, Bruxelles, Publications des Facultés universitaires Saint-Louis, 250 pages

-GARCIA JOURDAN, Sophie, *L'émergence d'un espace européen de liberté, de sécurité et de justice*, Bruxelles, Bruylant, 2005, 761 pages

-GUIRAUDON, Virginie, "The Constitution of a European Immigration Policy Domain: a Political Sociology Approach", in *Journal of European Public Policy*, volume 10 (2), avril 2003, pp. 263-282

-HERBLAY, Vendelin, *La libre circulation des personnes : les accords de Schengen*, Paris, PUF, 2014, 192 pages

-LABAYLE, Henri, « La suppression des contrôles aux frontières intérieures de l'Union européenne », dans BLUMANN Claude (dir.), *Les frontières de l'Union européenne*, Bruxelles, Bruylant, 2013, pp. 19-54.

-LECLERC, Stéphane (éd.), *La libre circulation des personnes dans l'Union européenne*, Bruxelles, Bruylant, 2010, 169 pages

-PECOUD, Antoine (dir.) et DE GUCHTENEIRE, Paul (dir.), *Migrations sans frontières : essais sur la libre circulation des personnes*, Paris, UNESCO, 2009, 383 pages

-TANDONNET, Maxime, « Libre circulation et sécurité en Europe », dans *Défense nationale*, n°2, Paris, Comité d'études de défense nationale, 1998, pp. 120-130

-WASSENBERG, Birte (dir.), *Frontières, acteurs et représentations d'Europe*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2022, 539 pages

---

<sup>4</sup> <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=OJ:L:2000:239:FULL&from=CS>

## Annexes

**Annexe 1 :** Décision du Comité exécutif, du 14 décembre 1993, concernant la confidentialité de certains documents, [SCH/Com-ex (93) 22 rév.].

LE COMITÉ EXÉCUTIF,

vu l'article 132 de la Convention d'application de l'Accord de Schengen,

DÉCIDE:

1) Indépendamment des différentes règles juridiques nationales, certains documents doivent conserver un caractère confidentiel pour les trois motifs suivants:

- les documents pour lesquels la publicité est directement contraire aux objectifs poursuivis,
  - certains documents peuvent d'autre part contenir des informations nominatives ou une description des procédures administratives ne devant pas être divulguées,
  - certains documents peuvent également comporter des éléments tenant à des procédés de fabrication ou à la sécurité même des relations extérieures.
- 2) Doivent rester confidentiels les documents suivants: les annexes 1, 5, 8, 9 et 10 de l'Instruction Consulaire commune, la liste des pays soumis à visa, le Manuel Commun, le Manuel Sirene, trois documents visés dans la décision relative aux produits stupéfiants [le renforcement des contrôles aux frontières extérieures, SCH/Stup (92) 45; les livraisons surveillées, SCH/Stup (92) 46, 4e rév.; les mesures visant à lutter contre l'exportation illicite de stupéfiants, SCH/Stup (92) 72, 3e rév.] (\*\*\*).
- 3) Les États peuvent intégrer le contenu du Manuel Commun, du Manuel Sirene et de l'annexe 1 de l'Instruction Consulaire commune (liste des pays soumis à visa) dans leurs instructions et manuels nationaux.

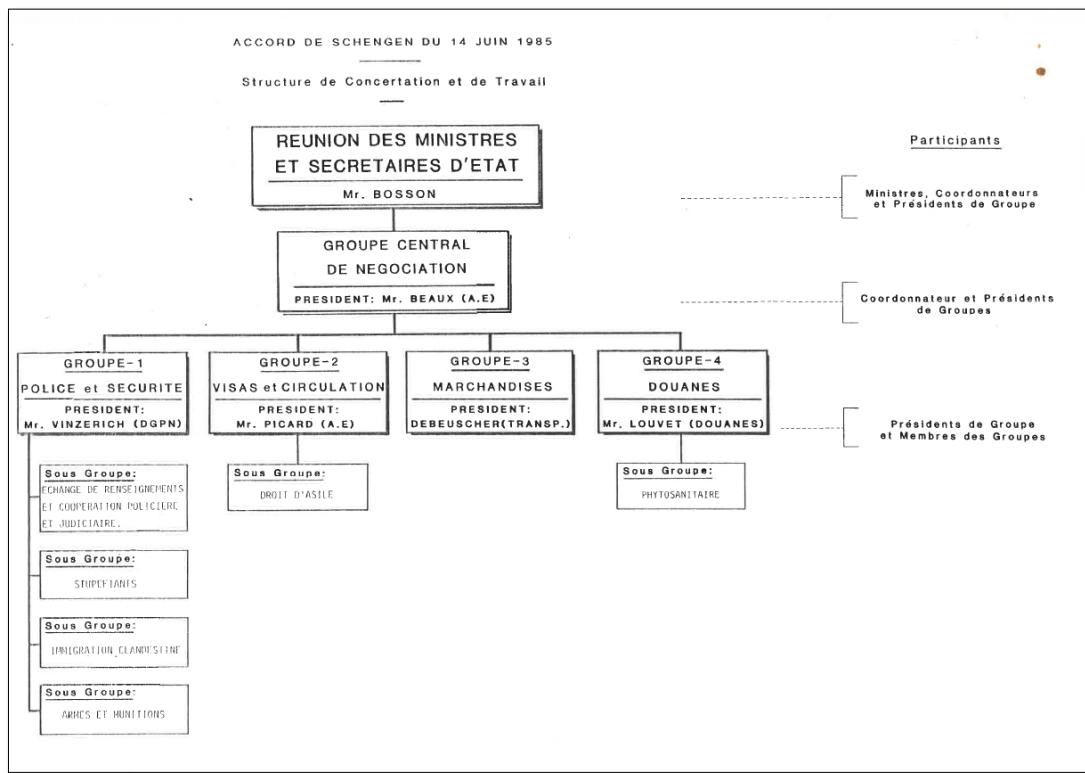
Paris, le 14 décembre 1993.

Le Président

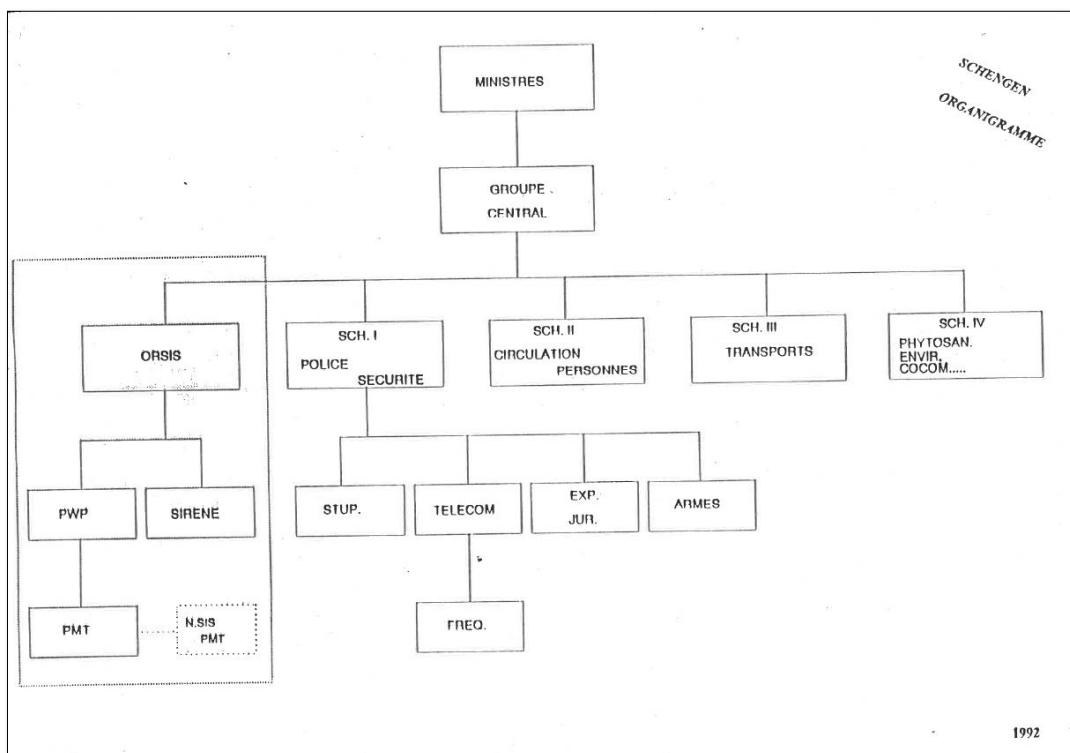
A. LAMASSOURE

## Annexe 2 : Organigrammes Schengen

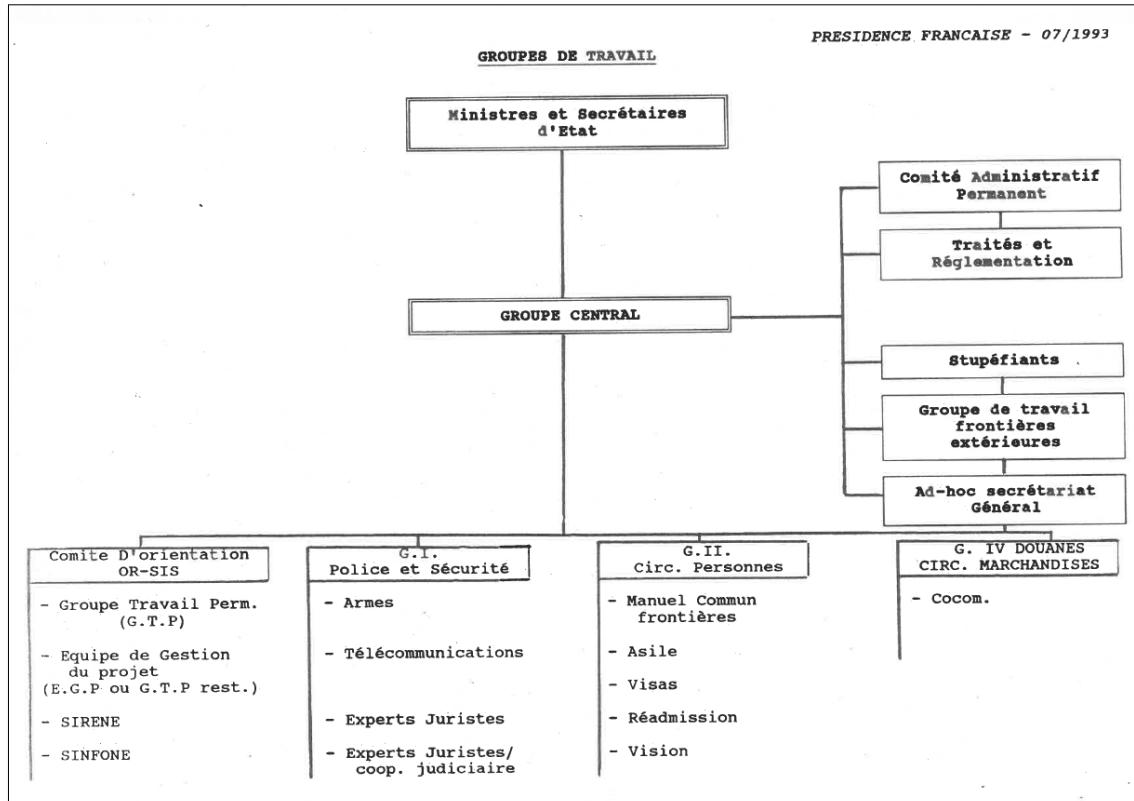
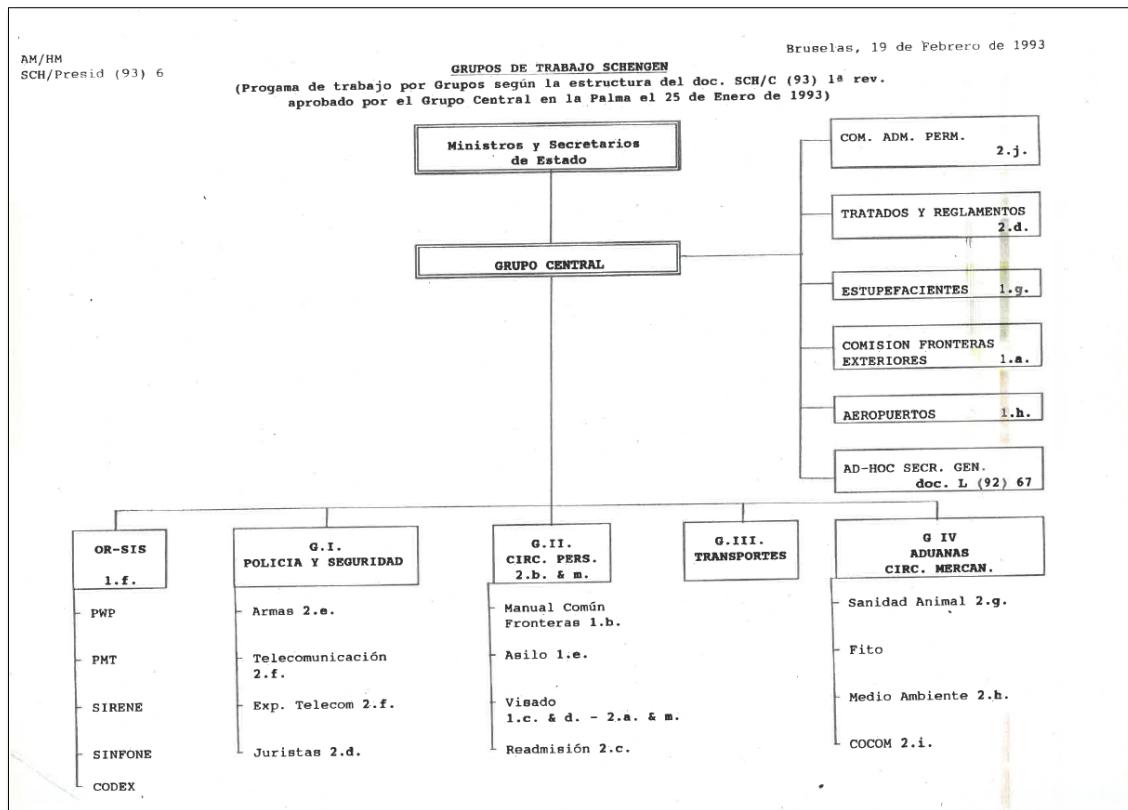
### Structure 1986



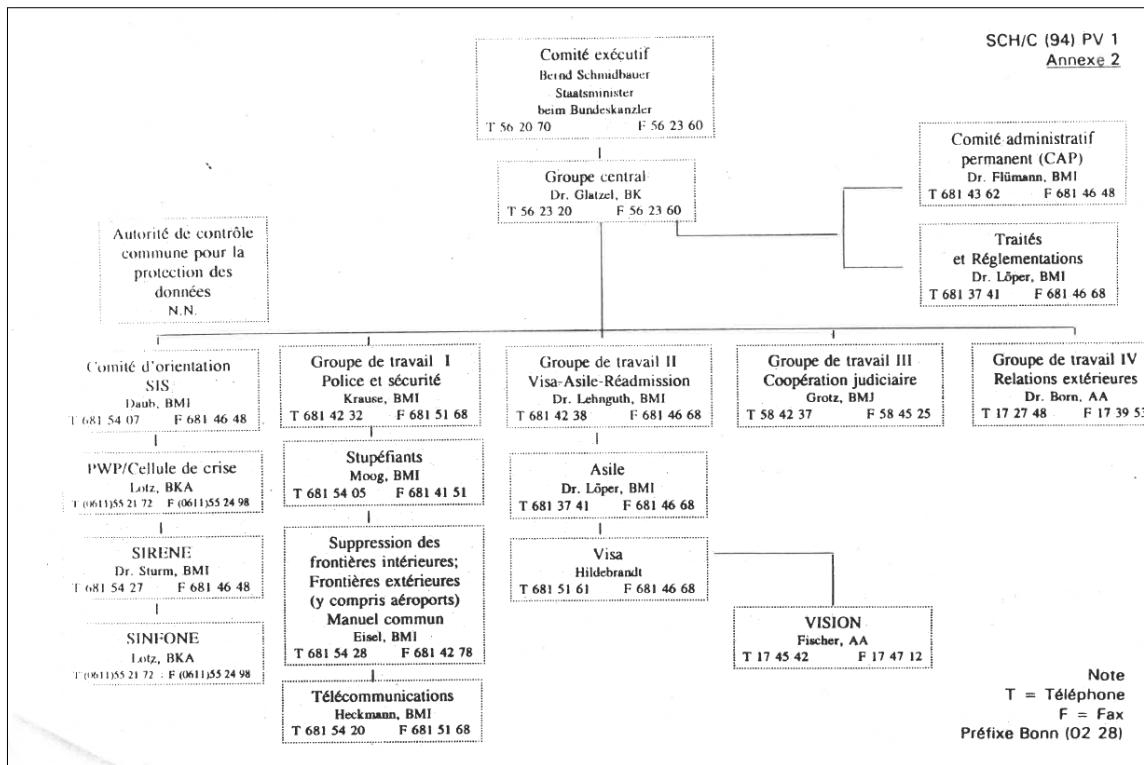
### Structure en 1992



## Structure en 1993



## Structure en 1994



# Description du contenu

## 1-18 Coopération intergouvernementale.

1985, 1988-1994

- 1-9 **Groupe de Rhodes.** – Travaux des coordonnateurs « libre circulation des personnes »<sup>5</sup>.

1989-1994

- 1 **Correspondants du coordonnateur français.** – Réunions internes.

1989

- 2-6 **Réunions des coordonnateurs.** – Mise en place du groupe de Rhodes, missions, préparation, sessions et suivi des travaux : télégrammes, notes, ordres du jour, listes des participants, comptes rendus.

1989-1993

## 2-3 1989.

- 2 **Présidence espagnole (1<sup>er</sup> janvier-30 juin 1989).** – Bruxelles, 22 février. Bruxelles, 17 mars. Bruxelles, 5 avril. Bruxelles, 26 avril. Bruxelles, 17 mai. Palma de Majorque, 4-6 juin.

1989

Article partiellement communicable.

- 3 **Présidence française (1<sup>er</sup> juillet-31 décembre 1989).** – Bruxelles, 12 juillet. Paris, Troïka informelle Espagne-France-Irlande, 6 septembre. Bruxelles, 15 septembre. Bruxelles, 23 octobre. Paris, session drogue extraordinaire, 7 novembre. Paris, Troïka Espagne-France-Irlande, 23 novembre. Paris, 24 novembre.

1989

- 4 **1990.** – **Présidence irlandaise** (1<sup>er</sup> janvier-30 juin 1990), Dublin, Troïka France-Irlande-Italie, 11 janvier (1989-1990) ; Bruxelles, 9 février ; Bruxelles, 23 mars ; Bruxelles, 18 avril ; Dublin, 25 mai (1989-1990). **Présidence italienne** (1<sup>er</sup> juillet-31 décembre 1990), Bruxelles, 23 juillet ; Bruxelles, 13 septembre ; Bruxelles, 11-12 octobre ; Rome, 16 novembre ; Bruxelles, 12 décembre (1990-1991).

1989-1991

- 5 **1991.** – **Présidence luxembourgeoise** (1<sup>er</sup> janvier-30 juin 1991), Bruxelles, 7 janvier ; Bruxelles, 21 janvier ; Bruxelles, 19 février ; Bruxelles, 19 mars ; Bruxelles, 23 avril ; Luxembourg, 16-17 mai ; Bruxelles, 17 juin (annulée) (1990-1991). **Présidence néerlandaise** (1<sup>er</sup> juillet-31 décembre 1991), La Haye, 17 juillet ; Bruxelles, 20 septembre ; Bruxelles, 16 octobre ; Bruxelles, 14-15 novembre ; Bruxelles, 19 décembre (1991).

1990-1991

<sup>5</sup> Créé à la suite du Conseil européen de Rhodes en décembre 1988, le groupe des coordonnateurs se verra remplacé en 1993 par le comité K4 prévu dans le traité de l'Union européenne.

**6** **1992-1993.** – **Présidence portugaise** (1<sup>er</sup> janvier-30 juin 1992) : Bruxelles, 18 février ; Bruxelles, 27 février ; Bruxelles, 24 mars ; Lisbonne, 14 avril ; Bruxelles, 29 avril ; Lisbonne, 26-27 mai ; Bruxelles, 16 juin (1992). **Présidence britannique** (1<sup>er</sup> juillet-31 décembre 1992) : Bruxelles, 10 juillet ; Bruxelles, 25 septembre ; Bruxelles, 23 octobre ; Londres, 19-20 novembre (1992). **Présidence danoise** (1<sup>er</sup> janvier-30 juin 1993) : Bruxelles, 14 janvier ; Bruxelles, 2 mars ; Bruxelles, 22-23 octobre (1993).

**1992-1993**

**7-8** **Coordonnateurs européens en matière de drogue.** – Diagnostique commun sur la toxicomanie, coordination des politiques sanitaires et sociales, harmonisation des priorités de l'action répressive, lutte contre le blanchiment d'argent et les filières dans les pays producteurs et de transit, ratification de la Convention de Vienne.

**1988-1994**

**7** **1988-1989.**

**8** **1990-1994.**

**9-12** **TREVI** (structure de coopération contre le terrorisme, le trafic de drogue et la criminalité organisée réunissant les responsables des ministères de la Justice et de l'Intérieur des douze États membres de la Communauté européenne).

**1989-1992**

**9-10** **Conférences des ministres en charge de l'ordre public<sup>6</sup>.**

**1988-1990**

**9** **1989.** – Séville, réunion informelle, 9-10 mars (1988-1989). Madrid, 11-12 mai 1989 (1989).

**1988-1989**

**Article partiellement communicable.**

**10** **1990.** – Dublin, réunion TREVI et groupe *ad hoc* immigration, 14-15 juin 1990 (1989-1990). Naples, réunion informelle, 2-4 novembre 1990 (1990). Rome, sessions TREVI et groupe *ad hoc* immigration, 6-7 décembre 1990 (1990).

**1989-1990**

**Article partiellement communicable.**

**11** **Hauts-fonctionnaires TREVI.** – Réunions à Madrid du 27-28 avril, à Paris du 27-28 juillet, à Paris du 16-17 novembre (1989). Documents de préparation pour les réunions prévues en 1992 (1992).

**1989, 1992**

**Article partiellement communicable.**

---

<sup>6</sup> Chargés de l'Intérieur ou de la Justice

**12** **Groupes de travail.** – Dossier général, fonctionnement (1989-1990, 1992). Groupe *ad hoc* TREVI, dossier général, réunion à Madrid des 1<sup>er</sup> avril 1989, 20-21 avril 1989, 8 mai Paris du 12 septembre 1989 et du 20-21 octobre 1989, Dublin du 18-20 avril 1990, Rome du 21 septembre 1990, Luxembourg du 31 janvier-1er février 1991 et des 9-10 avril 1992 (1989-1992).

**1989-1992**

**Article partiellement communicable.**

**13** **Coopération politique européenne (CPE)**<sup>7</sup>. – Groupes de coopération judiciaire en matière pénale et civile, organisation et travaux (1981, 1984-1987, 1989-1990). Documents du bureau du droit pénal international et de l'entraide répressive (1993). Affaires consulaires (1989, 1992).

**1981, 1984-1993**

**Article partiellement communicable.**

**14-15** **Groupe *ad hoc* immigration** (structure réunissant les ministres de l'Intérieur des membres de la Communauté européenne, auxquels peuvent s'ajouter de hauts fonctionnaires compétents en matière d'immigration). – Réunions du groupe, sous-groupe asile, sous-groupe visa, sous-groupe d'experts informatiques, sous-groupe éloignement, sous-groupe coopération transfrontalière, comité de facilitation : observations, déclarations, conclusions.

**1988-1993**

**14 1989.**

**1988- 1989**

**15 1990-1993.**

**1990-1993**

**16** **Groupe d'assistance mutuelle en matière douanière** (structure réunissant les directeurs généraux des douanes de la Communauté européenne). – Travaux, projet d'une convention complémentaire à la convention du 7 septembre 1967 (1990). Système d'information douanier (1990-1993).

**1990-1993**

**17-18** **Groupe horizontal informatique** (groupe mandaté par les coordonnateurs en vue de la création d'un système d'information européen intégrant les données fournies par les groupes TREVI, *ad hoc* immigration et GAM).

**1988-1994**

**17** **Systèmes d'information.** – Transposition et compatibilité du système d'information Schengen (SIS) avec le système d'information européen (SIE) : négociations, déclarations, projets de convention du Conseil des communautés (1989-1994). Protection des données personnelles en Europe (1988-1992).

**1988-1994**

<sup>7</sup> La CPE se verra refondée en 1993 au cœur du 2<sup>ème</sup> pilier de l'Union européenne, dans la nouvelle Politique étrangère et de sécurité commune (PESC).

- 18** **Réunions à Bruxelles.** – Réunion du groupe spécial informatique, 1er octobre 1990 (1990). Réunions ordinaires du groupe horizontal informatique : 1991 : 12 avril, 11 septembre, 17 et 27 septembre ; 1992 : 6 mars, 26-27 mars, 20 mai, 29 juillet, 12 octobre, 11 novembre, 8 décembre ; 1993 : 22 janvier, 25 février, 25-26 mars, 29-30 avril, 25 juin, 7-8 juillet, 13-14 septembre, 7-8 octobre, 4 novembre (1991-1993)
- 1990-1993**
- 19-35** **Communauté européenne.**
- 1984-1994**
- 19-24** **Institutions.**
- 1985-1994**
- 19-20** **Conseils européens<sup>8</sup>.**
- 1988-1992**
- 19** **Affaires générales.** – Préparation et programmation des conseils européens.
- 1989-1992**
- 20** **Sessions et travaux.** – Sessions ordinaires, La Haye, 26-27 juin 1986 ; Londres, 5-6 décembre 1986 ; Rhodes, 2-3 décembre 1988 ; Madrid, 26-27 juin 1989 ; Strasbourg, 8-9 décembre 1989 ; Dublin, 28 avril et 25-26 juin 1990 ; Rome, 14-15 décembre 1990 ; Luxembourg, 28-29 juin 1991 ; Maastricht, 9-10 décembre 1991 ; Lisbonne, 26-27 juin 1992 ; Birmingham, 16 octobre 1992 ; Edimbourg, 11-12 décembre 1992 (1986-1992). Conseil des ministres de la Justice, réunion à Bruxelles du 13 novembre 1991, protection des intérêts financiers communautaires, système Celex, formation des magistrats européens (1991).
- 1986-1992**
- 21-22** **Conseil des ministres<sup>9</sup>.**
- 1988-1994**
- 21** **Présidence française, 2<sup>ème</sup> semestre 1989.** – Dossier général (1988-1989). Priorités de la présidence, organisation d'un colloque par la fondation « Europe et société » en mai 1989 (1988-1989). Inventaire des thèmes tome I et programme d'action tome II (1989). Bilan (1989).
- 1988-1989**
- Article partiellement communicable.**
- 22** **Présidences diverses, 1<sup>er</sup> semestre 1990-1<sup>er</sup> semestre 1994.** – Irlandaise, 1<sup>er</sup> semestre 1990 (1990). Portugaise, 2<sup>e</sup> semestre 1991 (1991). Néerlandaise, 1<sup>er</sup> semestre 1992 (1992). Britannique, 2<sup>e</sup> semestre 1992 (1992). Danoise, 1<sup>er</sup> semestre 1993 (1992-1993). Belge, 2<sup>e</sup> semestre 1993 (1993). Grecque, 1<sup>er</sup> semestre 1994 (1993-1994).
- 1990-1994**

<sup>8</sup> Réunions des chefs d' État membres des Communautés puis de l'Union européenne.

<sup>9</sup> Renommé Conseil de l'Union européenne en 1993.

- 23** **Parlement européen.** – Libre circulation, droit d'asile, immigration, marché unique, accords de Schengen : documents de séance, résolutions, notes, télégrammes diplomatiques, rapports, coupures de presse (1985, 1989-1993).
- 1985, 1989-1993**
- 24** **Comité Europe des citoyens.** – Facilitation des contrôles aux frontières, groupe *ad hoc* « droits spéciaux des citoyens », rapport Fuchs (1984-1991).
- 1984-1991**
- 25** **Réunions informelles des ministres des Douze.** – Londres, 20 octobre 1986 (1986). Esclimont, 14 octobre 1989 (1989). Naples, 2-4 novembre 1990 (1990).
- 1986-1990**
- 26** **Union européenne.** – Traité sur l'Union européenne, projet (1991-1994). Texte du 1<sup>er</sup> février 1992 (1992). Maastricht (1992-1993).
- 1991-1994**
- 27** **Espace économique.** – Marché unique, organisation et réalisation, Livre Blanc, Acte unique, Conseil marché intérieur (1985-1993). Association européenne de libre-échange, sécurité et assurance sociales (1990).
- 1985-1993**
- 28-30** **Franchissement des frontières communautaires.**
- 1984-1994**
- 28** **Contrôle aux frontières.** – Allègement des contrôles et formalités applicables aux citoyens des états-membres lors du franchissement des frontières intra-communautaires : notes, télégrammes, rapports du groupe « frontières » (1984-1993). Extérieures, convention de franchissement (1985-1993).
- 1984-1993**
- Article partiellement communicable.**
- 29** **Visas.** – Politique de visa à l'égard des pays d'Europe centrale et orientale, inventaire et harmonisation des politiques d'immigration en Europe (1986-1993).
- 1986-1993**
- Article partiellement communicable.**
- 30** **Immigration.** – Politiques d'immigration, questionnaire CEE, droit de séjour, droit d'asile, convention de Dublin, réfugiés.
- 1984-1994**
- 31-34** **Sécurité, police, justice.**
- 1986-1993**
- 31** **Police.** – Coopération, Europol, Interpol, moyens de communications transfrontalières dans les enceintes TREVI et Schengen, réponse européenne face à la criminalité organisée internationale.
- 1989-1993**

**32** **Armes.** – Proposition de directive relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes (1990-1991). Transposition de la directive européenne sur les armes et munitions en droit français (1991-1993).

**1990-1993**

**33** **Terrorisme.** – Groupe de coopération dans la lutte contre le terrorisme international, groupe des conseillers des ministres en matière de terrorisme, travaux, rôles des États, incidents.

**1986-1990**

**Article partiellement communicable.**

**34** **Justice et Affaires intérieures.** – Statut du 3<sup>ème</sup> pilier et programmation (1991-1993). Comité K4 (1993). Groupe directeur I, réunion à Bruxelles du 8-9 novembre 1993 (1993). Groupe directeur II, réunion à Bruxelles du 11-12 novembre 1993 (1993). Groupe directeur III, réunion à Bruxelles du 4 novembre 1993 (1993).

**1991-1993**

**35** **Documentation et informations générales.** – Archives et demandes de documentation (1993-1994). Presse (1989). Guides et notices sur l'Europe des communautés (1989).

**1989-1994**

**36-111 Schengen.**

**1984-1994**

**36** **Accord de Schengen.** – Extension de l'accord de Sarrebruck au Benelux, état des négociations (1984-1985). Remise du mémorandum du Benelux et réponse franco-allemande (1984-1985). Réunion interministérielle française du 1<sup>er</sup> février (1985). Réunions à cinq à Bruxelles, 27 février, 14 mai (1985). Signature du 14 juin 1985, projet ; texte ; signature et ratification (1985-1986). Mise en œuvre (1985-1987).

**1984-1985**

**Article partiellement communicable.**

**37-39 Convention d'application.**

**1988-1994**

**37** **Projet de Convention.** – Négociations, notamment sur les questions d'extradition, de droit de suite et de poursuite, de notion de frontière commune, de système d'information Schengen (1988-1990). Projets de texte (1990). Travaux du groupe des juristes-linguistes (1988-1990). Réactions des organisations non-gouvernementales (1988, 1989).

**1988-1990**

**38-39    Suivi de l'accord.**

**1990-1994**

- 38**    **Signature.** – Texte du 19 juin 1990 (1990). Signature des cinq, organisation matérielle, demande de pouvoirs, dossier d'informations du 18 juin 1990 (1990). Approbation et ratification des cinq<sup>10</sup>, Luxembourg (1992-1993) ; Belgique (1990-1993) ; Pays-Bas (1988, 1991-1993) ; Allemagne (1991-1993). Déclarations des différents gouvernements, dépôt des instruments de ratification, état des ratifications (1990-1994).

**1990-1994**

- 39**    **Mise en œuvre.** – État d'avancement, préparation de l'entrée en vigueur, échéancier, établissement des conditions préalables à l'application, retards (1991-1994).

**1991-1994**

**40-44    Candidatures.** – Adhésions et oppositions, ratifications.

**1984-1994**

- 40**    **Généralités.** – Italie-Espagne, point sur les démarches d'adhésion (1987, 1990). Espagne-Portugal, travaux en vue de l'adhésion, réunions, discussions juridiques, projets de textes, dépôt des instruments d'approbation (1990-1994).

**1987, 1990-1994**

- 41**    **Italie.** – Négociations (1987-1988). Réunions à Bruxelles du 30 octobre 1987 ; du 3-4 décembre 1987 ; du 15 septembre 1988 ; 6 février 1989 (1987-1989). Réponses au questionnaire Schengen posé à la délégation italienne (1988). Candidature (1989-1993). Protocole et accord d'adhésion (1990, 1992). Points traités, protection des données ; poursuites et observations transfrontalières ; immigration (1990, 1993). Comptes rendus du Groupe central, du groupe des juristes et des groupes de travail (1990).

**1984-1993**

**Article partiellement communicable.**

- 42**    **Espagne.** – Dossier général pour l'adhésion, questionnaire Schengen, immigration, frontières, sécurité, stupéfiants, armes (1989-1994). Textes, projet d'intervention du ministre, protocole d'adhésion et accord (1992-1993). Questionnaires parlementaires français (1992-1993).

**1989-1993**

**Article partiellement communicable.**

- 43**    **Portugal.** – Dossier général d'adhésion, frontières, stupéfiants, vie privée, extradition, entraide judiciaire (1990-1994). Textes, projet d'intervention du ministre, protocole d'adhésion et accord (1991-1992). Questionnaires parlementaires français (1992-1993).

**1990-1994**

**Article partiellement communicable.**

- 44**    **Grèce.** – Travaux du groupe *ad hoc*, négociations, protocole et accord d'adhésion (1991-1993).

**1991-1993**

**45-46    Relations extérieures.**

**1985-1994**

---

<sup>10</sup> Pour la France, se référer à la série France.

**45** **Autriche.** – Dossier général, allègement des frontières, demande de participation à l'accord de Schengen (1985-1994). Question de l'immigration, adhésion à l'Union européenne, statut d'observateur Schengen (1992-1994). Réunions Schengen-Autriche, Bruxelles du 20 avril 1988 ; Vienne du 14-15 novembre 1988 ; Bruxelles du 20 novembre 1990 ; Vienne du 7 mai 1991 ; Paris du 21 septembre 1993 ; Paris du 5 novembre 1993 ; Paris du 13-14 avril 1994 (1988-1994). Questionnaires, questions de l'Autriche (1988-1994).

**1985-1994**

**46** **Autres pays.** – Danemark (1985-1994), Finlande-Suède (1993), Hongrie (1987-1989), Royaume-Uni (1985-1986-1993), Suisse (1991-1993), Turquie (1986).

**1985-1994**

**47-111** **Organes et fonctionnement.**

**1985-1994**

**47-53** **Réunions des ministres et secrétaires d'État.** – Préparation, organisation, protocole, contenu des négociations, approbation des rapports du Groupe central et des groupes de travail, conclusions, communiqués de presse.

**1985-1993**

**47** **1985-1987.** – Bruxelles, 12 décembre 1985 (1985). Luxembourg, 6 octobre 1986 (1986). Bruxelles, 15 décembre 1986 (1986-1987). La Haye, 3 juin 1987 (1987). Berlin, 17 décembre 1987 (1987-1988).

**1985-1988**

**48** **1988.** – Remich, 14 juin (1988). Bonn, réunion informelle du 27 octobre 1989. Bruxelles, 12 décembre (1989).

**1988-1989**

**49** **1989.** – Paris, réunion informelle du 21 avril (1989). Paris, 30 juin (1988-1989). Bonn, réunion informelle des ministres de la Justice du 27 octobre (1989). Bonn, 12-13 novembre (1989).

**1988-1989**

**50** **1990.** – La Haye, 17 mai (1990). Paris, 27 novembre (1990).

**1990**

**51** **1991.** – Bonn, 25 juin (1990-1991). Rome, 18 décembre 1991 (1991-1992).

**1990-1992**

**52** **1992.** – Luxembourg, 19 juin (1992). Madrid, 6 novembre (1992). Madrid, 15 décembre (1992-1993).

**1992-1993**

**53** **1993.** – Madrid, 30 juin (1992-1993).

**1992-1993**

**Article partiellement communicable.**

**54** **Présidences Schengen.** – Présidence française du 2<sup>ème</sup> semestre 1990, travaux, réunion avec le secrétariat général du 31 août 1990 (1990). Présidences : allemande du 1<sup>er</sup> semestre 1991 ; italienne du 2<sup>ème</sup> semestre 1991 ; luxembourgeoise du 1<sup>er</sup> semestre 1992 ; espagnole du 2<sup>ème</sup> semestre 1992 et du 1<sup>er</sup> semestre 1993 (1990-1993). Présidence française du 2<sup>ème</sup> semestre 1993, documents divers sur l'organisation, moyens, personnel,

calendrier, fiches thématiques, réunion avec le secrétariat général à Paris du 16 juillet 1993, programme de travail, bilan des travaux (1993-1994). Présidence allemande du 1<sup>er</sup> semestre 1994, calendrier, programme de travail, réflexions sur la présidence du 2<sup>ème</sup> semestre 1994 (1993-1994).

**1990-1994**

**Article partiellement communicable.**

**55-56 Gestion administrative et budgétaire.**

**1988-1994**

**55 Administration.** – Secrétariat général Schengen (1990-1994). Réunions *ad hoc* secrétariat à Bruxelles, 1<sup>er</sup> mars, 26 avril, 6 juillet (1993). Service de traduction (1991-1993). Personnel Schengen (1991-1994). Réunions du comité administratif permanent à Bruxelles, 6 décembre 1990, 23 janvier 1991, 5 juin 1991, 15 juillet 1991, 2 décembre 1991, 12 février 1992, 18 février 1992, 23 mars 1992, 16 juin 1992, 6 juillet 1992, 19 octobre 1992, 18 mai 1993, 6 juillet 1993, 19 juillet 1993, 15 décembre 1993, 23 mars 1994, 8 juin 1994 (1990-1994).

**1990-1994**

**Article partiellement communicable.**

**56 Budget.** – Années 1989-1992 (1988-1992). Années 1993 et 1994 (1992-1994).

**1988-1994**

**57-59 Comité exécutif<sup>11</sup>.** – Contrôle aux frontières, visas, stupéfiants, manuel commun, manuel SIRENE, instruction consulaire commune, asile, consultation des autorités centrales, règlement intérieur, budget, présidence.

**1993**

**57 Séance du 18 octobre 1993.** – Organisation et protocole (1993). Dossier général, contenu de l'ordre du jour, déclaration et décisions du comité, conclusions, presse (1993).

**1993**

**Article partiellement communicable.**

---

<sup>11</sup> Comité créé en 1993 afin de veiller à l'application de la Convention. C'est un organe de décision (prises à l'unanimité). La première réunion a lieu le 18 octobre. Nous renvoyons à l'article (art.94) consacré au « Traitement et réglementation » la question du règlement intérieur du Comité exécutif.

- 58** **Séance du 14 décembre 1993.** – Séance du 23 novembre 1993 (annulée). Séance reportée au 14 décembre, organisation et protocole (1993). Dossier général, contenu de l'ordre du jour, conclusions, presse (1993).

**1993**

**Article partiellement communicable.**

- 59** **Séances en 1994.** – Questions au comité, séance du 28 mars (annulée), du 26 avril et du 27 juin 1994.

**1994**

- 60-69** **Groupe central de négociation<sup>12</sup>.** – Réunions, préparation, délégations, mandat des groupes de travail, demandes d'adhésion, préparation de réunions ministérielles, conclusions.

**1985-1994**

- 60** **1985-1986.** – Paris, 12 mars 1985 (1985). Bonn, 25 avril 1985 (1985). Bruxelles, 27 novembre 1985 (1985). Bruxelles, 20 mars 1986 (1986). Luxembourg, 17 novembre 1986 (1986).

**1985-1986**

**Article partiellement communicable.**

- 61** **1987-1988.** – Paris, 28 avril 1987 (1986-1987). Bonn, 23 novembre 1987 (1987). Paris, 11 mai 1988 (1988). Bruxelles, réunion restreinte du 26 octobre 1988 (1988). Bruxelles, 24 novembre 1988 (1987-1988).

**1986-1989**

**Article partiellement communicable.**

- 62** **1989.** – Paris, 1<sup>er</sup> mars 1989 (1988-1989). Paris, 2-3 mai 1989 (1989). Paris, 30 mai 1989 (1989). Bonn, 20 octobre. Bruxelles, 5-6 décembre. Bruxelles, 13 décembre.

**1989**

**Article partiellement communicable.**

- 63** **1990.** – Bruxelles, 27 avril (1988-1990). Bruxelles, 11 et 31 mai (1990). Bruxelles, 9 octobre (1990). Bruxelles, réunion restreinte du 20 novembre (1990).

**1988-1990**

- 64** **1991.** – Bruxelles, 12 février (1991). Bruxelles, 17 avril (1991). Bonn, 27 mai (1991). Bruxelles, réunion restreinte du 12 juin (1991). Bruxelles, 18 septembre (1991). Strasbourg, réunion *ad hoc* SIS du 11 octobre (1991). Bruxelles, réunion restreinte du 25 octobre (1991). Réunion restreinte du 21 novembre et réunion à Bruxelles du 22 novembre (1991). Bruxelles, 4 décembre (1991). Rome, 18 décembre (1991-1992).

**1991-1992**

**Article partiellement communicable.**

---

<sup>12</sup> Institué le 27 février 1985.

**65** **1992.** – Bruxelles, 24 février, 2 avril (1992). Luxembourg, 12 mai (1992). Luxembourg, 25 mai (1992). Luxembourg, 1<sup>er</sup> juin (1992). Luxembourg, 18 juin (1992). Bruxelles, 9 juillet (1992). Bruxelles, 15 septembre (1992). Bruxelles, 15 octobre (1992). Bruxelles, 3 novembre (1992). Bruxelles, 24 novembre (1992). Bruxelles, 4 décembre (1992-1993).

**1991-1993**

*Article partiellement communicable.*

**66-68 1993.**

**1992-1993**

**66** **Janvier-mai.** – La Palma, réunion restreinte du 25-26 janvier (1992-1993). Bruxelles, 23 février (16 mars, 21 avril, 11 mai, 28 mai (1993).

**1992-1993**

**67** **Juin-septembre.** – Bruxelles, 9 juin. Bruxelles, 16 juin. Bruxelles, 25 juin. Bruxelles, 9 juillet. Bruxelles, 6 septembre. Bruxelles, 22 septembre.

**1993**

*Article partiellement communicable.*

**68** **Octobre-décembre.** – Bruxelles, 1<sup>er</sup> octobre. Bruxelles, 13 octobre. Bruxelles, 27 octobre. Bruxelles, 16 novembre. 8 décembre. Paris, 13 décembre.

**1993**

*Article partiellement communicable.*

**69** **1994.** – Bruxelles, 25 janvier. Bruxelles, 2 mars. Bruxelles, réunion restreinte du 14 mars. Bruxelles, 24-25 mars. Bonn, 25 avril. Bruxelles, 28 avril. Bruxelles, 2 juin. Bruxelles, 16 juin. Berlin, 24 juin.

**1994**

*Article partiellement communicable.*

**70-97 Groupes de travail.**

**1985-1994**

**70-76 Groupe I : police et sécurité.** – Stupéfiants, armes, renseignements, télécommunications, contrôles aux frontières, entraide judiciaire.

**1985-1994**

**70** **Réunions des présidents du groupe :** notes de délégation, projets de convention, procès-verbaux des séances, documents de synthèse.

- 1985 : Bonn, 26-27 mars. Paris, 8 octobre.
- 1986 : Paris, 30 septembre et 1<sup>er</sup> octobre, annulées. Paris, 6 novembre.
- 1987 : Bruxelles, 29 janvier.
- 1988 : La Haye, 27 juin. Bruxelles, 3-4 octobre. Bruxelles, 7-8 novembre.
- 1989 : Gif-sur-Yvette, 25 mai. Bonn, 28-29 septembre. Bruxelles, 28-29 novembre.
- 1990 : Bruxelles, 17 décembre.
- 1991 : Bruxelles, 15 février. Bruxelles, 17 mai. Bruxelles, 16 décembre.

- 1992 : Bruxelles, 11 février. Bruxelles, 28 février. Bruxelles, 7 mai. Bruxelles, 29 juillet. Bruxelles, 23 septembre. Bruxelles, 21 octobre.

- 1993 : Bruxelles, 20 juillet. Bruxelles, 3 décembre.  
- 1994 : Bruxelles, 2-3 février. Bruxelles, 19 avril. Bruxelles, 24 mai, annulée. Bruxelles, 6 juin.

**1985-1994.**

**71-76 Sous-groupes.**

**1987-1994**

**71 Stupéfiants.** – Dossier général, état des travaux, avis des délégations, statut des fonctionnaires de liaison, exportation illégale, tourisme de drogue, contrôles aux frontières, guide d'entraide répressive (1987-1994).

- 1989 : Bonn, 21 mars. Wiesbaden-Naurod, 26-27 octobre  
- 1992 à Bruxelles : 29 avril, 23 juillet, 21-22 septembre, 9 octobre, 29 octobre, 20 novembre  
- 1993 à Bruxelles : 19 janvier, 16 février, mars, 18 mai, 27 juillet, 21 septembre, 5 octobre, 15 novembre -1994 à Bruxelles : 28 février reportée, 10 mars, 7 juin annulée

**1987-1994**

**Article partiellement communicable.**

**72 Armes et munitions.** – Harmonisation de la législation, sanctions, accord intergouvernemental.

**1987-1993**

**73 Échange de renseignements.** – *Groupe ad hoc* experts juristes, droit international, système d'information Schengen.

**1987-1989**

**74 Télécommunications.** – Dossier général, communications transfrontalières, fréquences, systèmes télématiques (1990-1994). Réunions (1992-1994).

**1990-1994**

**75 Experts juristes.** – Examen des articles 40 à 46 de la Convention (1993). Réunions (1992-1993). Réunions *ad hoc* « Experts juristes de coopération judiciaire », réunions en 1993 à Bruxelles les 29 octobre et 2 décembre (1993-1994).

**1992-1994**

**76 Frontières.** – Dossier général, protection des frontières, contrôles, sécurité (1994). Réunions à Bruxelles, 28 février, 18 avril, 19-20 mai, 3 juin (1994).

**1994**

**77-90 Groupe II : circulation des personnes.** – Visas, asile, réadmission, réglementation aux frontières.

**1985-1994**

**77** **Présidents du groupe.** – Elaboration de la Convention (1988-1989). Réunions, allègement des contrôles, visas, asile, ports et aéroports (1985-1994).

**1985-1994**

**Article partiellement communicable.**

**78-90 Visa Schengen.**

**1986-1994**

**78-80 Dossier général.** – Autorités centrales, vignette-visa, coopération consulaire, consuls honoraires.

**1988-1994**

**78** **Délivrance des visas dans l'espace Schengen.** – Projet de vignette-visa.

**1989-1994**

**Article librement communicable en 2045**

**79** **Chronos de télégrammes** – Processus de consultation mutuelle pour les demandes de visas émanant de pays sensibles, mises en œuvre des accords Schengen pour déterminer le régime des visas et leur procédure de délivrance.

**1988-1994**

**Article partiellement communicable.**

**80** **Harmonisation des procédures.** – Liste commune des États soumis à visa (1989-1994). Consultation des autorités centrales (1990-1994). Coopération consulaire (1992-1993).

**1989-1994**

**Article partiellement communicable.**

**81-82 Groupe « visa ».**

**1992-1994**

**81** **Dossier général.** – Notes de délégations (1992-1994). Instruction consulaire commune, projets de texte en français et en anglais (1993).

**1992-1994**

**Article non librement communicable avant 2044 (instruction consulaire commune non communicable en vertu de la décision du Comité exécutif, du 14 décembre 1993, concernant la confidentialité de certains documents, [SCH/Com-ex (93) 22 rév.].).**

**82** **Réunions.** – Ordres du jour, notes et comptes rendus de sessions à Bruxelles en :

- 1992 : 26 mai, 7-8 juillet, 5-6 octobre, 14 octobre, 28 octobre, 17-18 novembre, 11 décembre (1992).
- 1993 : 12-13 janvier, 27 janvier, 9-10 février, 25-26 février, 9-10 mars, 29 mars, 22-23 avril, 6-7 mai, 10 mai, 24 mai, 8-11 juin, 18 juin, 23 juin, 2-3 septembre, 27-28 septembre, 12 octobre, 25-26 octobre, 4-5 novembre, 30 novembre-1<sup>er</sup> décembre, 16-17 décembre (1993).
- 1994 : 24-25 février, 15 mars, 11 avril, 10 mai (1994).

**1992-1994**

**83** **VISa Inquiry Open-border Network (VISION)** »<sup>13</sup>. – Réseau de consultations pour les autorités centrales en matière de Visa dit « réseau de consultation Schengen » (1993). Réunions en 1993 à Bruxelles du 17 juin (visa-VISION), 16 juillet, 29 juillet, 16-17 septembre, 11 octobre (1993). Réunions en 1994 (1994).

**1993-1994**

#### **84-90 Sous-groupes**

**1986-1994**

**84** **Asile.** – Dossier général, demande d'asile, États responsables, incidence de la Convention de Dublin circulation des demandeurs, responsabilités d'un état lors, harmonisation des politiques d'asile, réactions des ONG, compatibilité avec le système Schengen (1987-1994). Réunions du sous-groupe (1986, 1991-1993).

**1986-1994**

#### **85-86 Réadmission.**

**1990-1994**

**85** **Dossier de fond.** – Accord multilatéral, levée de l'obligation de visas à l'égard des Polonais (1990-1991). Comité *ad hoc* Pologne (1990-1991). Extension de l'accord multilatéral (1991-1994). État des accords bilatéraux, accords Espagne-Maroc, Allemagne-Roumanie, Espagne-Portugal, Allemagne-République tchèque, Pays-Bas-Maroc, Hongrie-Slovaquie, Allemagne-Suisse (1992-1994). Étude « L'Europe et la réadmission » (1992).

**1990-1994**

**Article partiellement communicable.**

---

<sup>13</sup> Système pour échanger des données liées au visa.

**86-88 Réglementation frontières<sup>14</sup>.** – Visa, coopération consulaire, instruction consulaire commune, manuel commun, réadmission.

**1990-1993**

**86 Comité.** – Dossier général, contrôle aux frontières extérieures, conditions d'entrées (1990-1992).

Réunions à Bruxelles en :

- 1990 : 12 septembre, 28 septembre, 23 octobre (1990).

- 1991 : 4 et 6 février, 19 mars, 3 avril, 16 et 17 mai, 28 juin, 12 juillet, 17 septembre, 14 novembre (1991).

**1990-1992**

**87 « Experts vignette-visa ».** – Dossier général, fabrication, production, coût (1991-1993).

Réunions à Bruxelles en :

- 1991 : 7 mars, 22 avril, 10 juillet, 13 septembre (1991).

- 1992 : 20 février, 10 et 15 avril, 9-11 et 15 juin, 7-8 juillet, 8-9 septembre avec le groupe « visa », 5-6 octobre avec le groupe « visa » (1992).

**1991-1993**

**Article partiellement communicable.**

**88 « Manuel commun<sup>15</sup> ».** – Réunions du groupe de travail technique (1991-1993). Projets de texte et annexes (1991-1993).

**Article non communicable en vertu de la décision du Comité exécutif, du 14 décembre 1993, concernant la confidentialité de certains documents, [SCH/Com-ex (93) 22 rév.].**

**1991-1993**

**89-90 Groupe III.** – Groupe en charge de la question des transports (1985-1993) puis dédié à la coopération judiciaire (1993-1994).

**1985-1994**

**89 Transports.** – Dossier général, contrôles, signalisation, simplification du trafic (1985-1993). Réunions (1985-1986, 1990-1992). Aviation privée (1992-1993).

**1985-1993**

**90 Coopération judiciaire.** – Dossier général, infractions routières, entraide judiciaire, extradition (1993-1994). Réunions à Bruxelles du 31 janvier, 21 mars, 5 mai (1994).

**1993-1994**

<sup>14</sup> Appelé « comité mixte frontières » à ses débuts, ce comité est en charge de la mise en application des contrôles aux frontières et de la délivrance des visas, des conditions d'entrée, du franchissement des frontières extérieures.

<sup>15</sup> Projet d'instructions destinées aux agents des services des États membres.

**91-92** **Groupe IV.** – Groupe en charge de la question des douanes et de la circulation des marchandises (1985-1994) puis des relations extérieures à partir de 1994.

**1985-1994**

**91** **Douanes et circulation des marchandises.** – Dossier général, politique commerciale, régulation des échanges, santé et environnement (1985-1993). Réunions du groupe Groupes en 1986, « viandes » et « experts vétérinaires » (1986-1987). Sous-groupes : « protection de la santé des personnes et des animaux » (1991-1993). « Questions phytosanitaires » (1989-1992). « Protection de la nature et de l'environnement, substances dangereuses » (1989-1993). « Produits COCOM » (1986, 1991-1993).

*Article partiellement communicable.*

**1985-1994**

**92** **Relations extérieures.** – Réunion à Bruxelles du 7 février, adhésions à l'accord de réadmission Schengen-Pologne.

**1994**

**93** **Réunions de groupes mixtes.** – Groupes I et II (1987-1992). Groupes III et IV (1989-1991). Groupes I, II et IV (1990).

**1987-1992**

**94** **Traités et réglementations.** – Élaboration du règlement intérieur du Comité exécutif (1992-1993). Cour de justice des communautés européennes, compétence éventuelle (1992-1994).

Réunions du groupe à Bruxelles en :

- 1991 : 28 novembre.
- 1992 : 31 mars, 27 mai reportée, 15 juillet, 11 septembre, 2 octobre.
- 1993 : 15 février, 25 mars, 19 mai, 15 septembre, 9 novembre, 23 novembre.
- 1994 : 3 mars, 31 mai, 23 juin (1991-1994).

**1991-1994**

*Article partiellement communicable.*

**95-98** **Contrôles aux frontières extérieures.** – Organisation, évaluations, visites auprès des différents états membres.

**1989-1994**

**95** **Dossier général.** – Suppression des frontières internes, contrôles des frontières extérieures, immigration, déclaration obligatoire.

**1989-1994**

*Article partiellement communicable.*

**96** **Commission d'évaluation des contrôles aux frontières extérieures.** – Fonctionnement général (1992-1993).

Réunions à Bruxelles en :

- 1992 : 7 décembre.
- 1993 : 29 janvier, 2 et 31 mars, 29 avril, 13-14 et 25-26 mai, 3 juin (1992-1993).

Visites nationales en Allemagne, Belgique, Espagne, France, Grèce, Italie, au Luxembourg, Pays-Bas, Portugal (1993).

**1992-1993**

**Article partiellement communicable.**

**97** **Groupe « frontières extérieures »<sup>16</sup>.** – Mandat du groupe, rapports d'activités et bilans statistiques, réunions à Bruxelles du 22 juillet, 14 septembre, 29 septembre, 8 octobre, 10 novembre

**1993**

**Article partiellement communicable.**

**98** **Aéroports.** – Création du groupe et nomination des experts, projet de convention complémentaire, réglementation et suppression des frontières, régimes applicables aux voyageurs et aux bagages, aménagement des aéroports, gestion des demandes d'asile dans les aéroports, trafic aérien international, comité de facilitation.

**1989-1994**

**Article partiellement communicable.**

**99-109** **Système d'information Schengen (SIS)<sup>17</sup>.**

**1988-1994**

**99-101** **Mise en œuvre.**

**1989-1994**

**99** **Élaboration.** – Projet de Convention complémentaire (1989-1990). Structuration de la base (1989-1991). Attribution du marché de réalisation : cahier des charges, candidatures (1990-1992).

**1989-1992**

**Article partiellement communicable.**

**100** **Organisation matérielle.** – Financement (1991-1994). Siège du SIS à Strasbourg, installation (1989-1994). Visites du système central C.SIS et réunions interministérielles : Paul Quilès, ministre de l'Intérieur et de la Sécurité publique et Elisabeth Guigou, ministre déléguée aux Affaires européennes le 4 septembre 1992. Commission des Libertés publiques et Affaires intérieures du Parlement européen en mai-juillet 1993 ; délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes le 15 septembre 1993 ; -Alain Lamassoure, ministre délégué aux Affaires européennes et Bernd Schmidbauer, ministre d'État auprès du chancelier fédéral allemand, le 13 octobre 1993 ;mission du Sénat en décembre 1993 ; Piet Dankert, secrétaire d'État aux Affaires européennes néerlandais le 10 février 1994 ; Autorité commune de contrôle provisoire en janvier-mars 1994 ; intergroupe « Kangourou » du Parlement européen le 12 décembre 1991 et en 1994 (1991-1994).

**1989-1994**

**Article partiellement communicable.**

<sup>16</sup> Prend la suite de la Commission d'évaluation des contrôles aux frontières extérieures.

<sup>17</sup> Base de données informatisées partagées pour maintenir la sécurité des frontières.

**101** **État d'avancement.** – Préfiguration de fonctionnement, phase d'intégration, vérifications d'aptitude (1992-1994). Chargement des données réelles (1992-1994). Antennes nationales N.SIS (1990-1994).

**1990-1994**

Article partiellement communicable.

**102** **Expertise.** – Mission, désignation des experts indépendants, acte de mission, prolongation (1993-1994). Rapports d'expertise (1993-1994).

**1993-1994**

Article partiellement communicable.

**103-108 Structures de travail.** – Procédures, planification, processus d'intégration, vérifications, conditions juridiques.

**1989-1994**

**103-105 Groupe de travail permanent<sup>18</sup>.**

**1989-1994**

**103** **Activité.** – Étude de faisabilité, mandat et rapport final (1988-1994).

Réunions en :

- 1989 : 15-16 février annulée
- 1990 : 11-12 juin. Paris, 26-27 septembre. Bruxelles, 13-14 novembre. Bruxelles, 5 décembre. Bruxelles, 19-20 décembre
- 1991 : Bruxelles, 17-18 janvier 1991. Bruxelles, 1<sup>er</sup> février 1991. Réunions restreintes à Wiesbaden du 8 et 15 février. 27-28 février. 18-19 avril. 10-11 juin. Paris, 30 septembre-2 octobre. Nanterre, 17 octobre. Rome, 5-6 novembre. Nanterre, 2 décembre
- 1992 : Bruxelles, 10 janvier. Bruxelles, 28 janvier. Bruxelles, 12-13 mars. 24 mars. Bruxelles, 6 avril
- 1993 : Bruxelles, 14 juin. 8 juillet. 2 septembre. Paris, 19 octobre. Nanterre, 2 décembre. Bruxelles, 16 décembre
- 1994 : Bruxelles, 5 janvier. Wiesbaden, 14-15 février. Wiesbaden, 9 mai (1989-1994).

**1988-1994**

Article partiellement communicable

---

<sup>18</sup> Groupe créé le 17 décembre 1987 pour rédiger un rapport de faisabilité, puis concevoir les fonctionnalités, rédiger le cahier des charges de la partie centrale et veiller à la réalisation globale du projet jusqu'à ce qu'il soit opérationnel

<b>104</b>	<b>Equipe de gestion de projet.</b> – Réunions en : - 1991 : Bruxelles, 19 décembre - 1992 : Bruxelles, 11 juin. Bruxelles, 30 juillet (1992). - 1993 : 20 avril. Strasbourg, 2 juin. 8 juillet. 27 juillet. Bruxelles, 21 septembre. Bruxelles, 6 octobre. Bruxelles, 2 novembre. Bruxelles, 17 novembre. Bruxelles, 24 novembre (1993).	<b>1992-1993</b>
<b>105</b>	<b>Cellule de crise<sup>19</sup>.</b> – Activité (1993-1994). Réunions en : - 1993 : Paris, 29-30 novembre. Paris, 1 <sup>er</sup> décembre - 1994 : Bruxelles, 26 janvier (1993-1994).	<b>1993-1994</b>
	<b>Article partiellement communicable.</b>	
<b>106-107</b>	<b>Comité d'orientation<sup>20</sup>.</b>	<b>1990-1994</b>
<b>106</b>	<b>Dossier général.</b> – Mandat et travaux du comité (1990-1994). Liste des autorités compétentes autorisées à interroger les données (1991, 1994).	<b>1990-1994</b>
<b>107</b>	<b>Réunions.</b> – - 1990 à Bruxelles : 17 septembre. 18 décembre (1990-1991). - 1991 à Bruxelles : 4 février. 11 mars. 3-4 juin. 11 juillet. 9-10 septembre. 23 octobre. 11-12 décembre (1991-1992). - 1992 : Bruxelles, 13-14 février. Bruxelles, 7-8 avril. Bruxelles, 22 mai. Bruxelles, 5 juin. Luxembourg, 26 juin. Bruxelles, 3 juillet. Bruxelles, 29-30 septembre. Bruxelles, 30 octobre. Bruxelles, 2 décembre (1992). - 1993 à Bruxelles : 12 février. 17-18 mars. 28 avril. 21-22 juin. 28 juillet. 1 <sup>er</sup> septembre. 8-9 septembre. 7 octobre. 3 novembre. 18 novembre. 10 décembre (1993). - 1994 à Bruxelles : 19-20 janvier. 17 février. 22 mars. 20-21 avril. 17-18 mai. 26 mai. 14 juin. 22 juin (1994).	<b>1990-1994</b>

<sup>19</sup> Chargée de procéder à des analyses et de proposer des alternatives aux problèmes techniques rencontrés. Cette cellule de crise regroupe les représentants de la maîtrise d'ouvrage, les entreprises engagées et les parties contractantes.

<sup>20</sup> Traite les questions administratives, juridiques et financières ayant trait au système d'information.

**108** **SIRENE** (Supplément d'Informations Requis à l'Entrée Nationale des Etrangers)<sup>21</sup>. – Activité, relations inter-SIRENE et régime linguistique d'utilisation du système (1991-1994).

Réunions en :

- 1991 : Bruxelles, 21 juin. 13 novembre (1991).
- 1992 : Bruxelles, 30-31 janvier. Bruxelles, 10-11 mars. Luxembourg, 11 mai. Bruxelles, 18-19 mai. Bruxelles, 2 juillet. Bruxelles, 20 juillet. Bruxelles, 7 septembre. Bruxelles, 7 octobre. Bruxelles, 13 novembre. Bruxelles, 27 novembre (1992).
- 1993 à Bruxelles : 4 février. 8 mars. 4 mai. 15 juin. 23 juillet. 7 septembre. 14 octobre. 25 novembre
- 1994 : 12 janvier (1993-1994).

**Manuel SIRENE (1992-1993) (non communicable en vertu de la décision du Comité exécutif, du 14 décembre 1993, concernant la confidentialité de certains documents, [SCH/Com-ex (93) 22 rév.]).**

**SINFONE** (SIRENE *information network*)<sup>22</sup>. – Réunions à Bruxelles, 27 avril, 9 juin, 7 juillet, 13 juillet, 30 août, 28 septembre, 22 octobre, 19 novembre (1993).

**1991-1994**

**Article partiellement communicable.**

**109** **Protection des données personnelles.** – Dossier général (1988-1993). Question des objecteurs de conscience (1993). Autorité de contrôle commune provisoire<sup>23</sup> (1992-1994). Experts et données, experts en matière de protection de la vie privée (1989-1990), experts en traitement des données (1993). Relations avec la CNIL (1988-1993).

**1988-1994**

**Article partiellement communicable.**

**110-136 France.**

**1986-1994**

**110-116 Relations avec le Parlement**

**1986, 1989-1994**

**110** **Dossier général.** – Auditions, rencontres, échanges (1986, 1989-1994). Questions parlementaires (1986, 1989-1994). Questionnaire sur le projet de loi de finances pour 1991 de l'Assemblée nationale (1990). Questionnaires des commissions des Affaires étrangères, de l'Assemblée nationale sur la Convention d'application Schengen (1991), du Sénat sur la Convention d'application Schengen (1991), de l'Assemblée nationale sur l'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la Convention de Schengen (1993)<sup>24</sup>.

**1986, 1989-1994**

**Article partiellement communicable.**

<sup>21</sup> Groupe *ad hoc* chargé de résoudre les problèmes organisationnels et fonctionnels à travers les systèmes nationaux et d'élaborer le manuel SIS.

<sup>22</sup> Sous-groupe SIRENE chargé d'étudier les critères techniques nécessaires à la réalisation d'un système de messagerie électronique reliant tous les SIRENE des parties contractantes (chaque SIRENE exploitant nationalement les données intégrées).

<sup>23</sup> Instance commune instituée le 29 juin 1992, chargée des contrôles en matière de protection et de sécurité des données au cours de la phase de réalisation du système d'information.

<sup>24</sup> Voir aussi les articles relatifs à l'Espagne et au Portugal (ils comprennent des questionnaires parlementaires).

## 111-112 Commissions parlementaires

1991-1994

- 111 **Commission de contrôle Schengen<sup>25</sup>.** – Fonctionnement (1991-1992). Questionnaire d'information (1991). Auditions en 1991, juillet, septembre, novembre (1991).

1991-1992

Article partiellement communicable.

- 112 **Mission d'information Schengen<sup>26</sup>.** – Fonctionnement (1992-1994). Audition de Bernard Hagelsteen, préfet coordonnateur pour la libre circulation des personnes, du 30 avril 1992 (1992). Audition du 21 octobre 1992 (1992). Audition d'Elisabeth Guigou, ministre déléguée aux Affaires européennes, du 17 novembre 1992 (1992). Audition de Paul Quilès, ministre de l'Intérieur et de la Sécurité publique, du 3 décembre 1992 (1992). Audition d'Alain Lamassoure, ministre délégué aux Affaires européennes, du 29 avril 1993 (1993). Audition de Bernard Hagelsteen, préfet coordonnateur pour la libre circulation des personnes, du 6-7 octobre 1993 (1993). Audition d'Alain Lamassoure, ministre délégué aux Affaires européennes, du 14 octobre 1993 (1993). Auditions d'Alain Lamassoure, ministre délégué aux Affaires européennes, du 11 janvier et du 19 avril 1994 (1993-1994). Tournée européenne à la Haye, Bonn et Madrid du 26 au 30 octobre 1992 ; mission au Portugal du 18 au 20 novembre 1992 (1992).

1992-1994

## 113-115 Rapports parlementaires.

1990-1994

- 113 **Assemblée nationale** : Documentation. Rapport d'information n°1348 du 11 mai sur l'intégration des immigrés (1990). Projet de loi n°2028 du 7 mai sur l'approbation de la Convention d'application ; avis n°2058 du 22 mai sur le projet de loi autorisant l'approbation de la Convention d'application ; rapport n°2055 du 22 mai sur les projets de loi n°2028 et n°2029<sup>27</sup> ; compte-rendu des 70<sup>e</sup> et 71<sup>e</sup> séances du 3 juin (1991). Proposition de loi n°526 du 5 juillet sur les commissions d'enquête et de contrôle (1991). Rapport d'information n°2908 du 9 juillet sur le suivi de la mise en œuvre de la Convention. Projet de loi n°3076 du 25 novembre sur les produits soumis à certaines restrictions de circulation (1992). Amendements au projet de loi sur la circulation des produits n°3076 du 12 décembre sur la complémentarité entre services de police, de gendarmerie et de douanes (1992). Rapport d'information n°600 du 14 octobre sur les conditions de mise en œuvre de la Convention d'application (1993).

1990-1993

<sup>25</sup> Chargée d'examiner la mise en place et le fonctionnement de la Convention. Voir aussi les rapports parlementaires.

<sup>26</sup> Voir aussi les rapports parlementaires.

<sup>27</sup> Le projet de loi n°2029 porte sur l'approbation de l'accord d'adhésion de la République italienne à la Convention d'application.

**114-115 Sénat.****1991-1994**

**114** **1991.** – Rapport d'information n°101 du 27 novembre au nom de la mission d'information chargée d'étudier les problèmes posés par l'immigration en France et de proposer les éléments d'une politique d'intégration, tome I exposé général, tome II annexes auditions et déplacements. Projet de loi n°354 du 4 juin sur l'approbation de la Convention d'application ; rapport n°406 du 19 juin sur l'approbation de la Convention de l'application et l'approbation de l'accord d'adhésion de la République italienne ; compte-rendu de la séance du 27 juin (1991). Rapport n°167 du 12 décembre au nom de la commission de contrôle chargée d'examiner la mise en place et le fonctionnement de la Convention d'application, tome I exposé général, tome II les travaux de la commission, tome III les documents de la commission (1991).

**1991**

**115** **1992-1994.** – Rapport d'information n°307 du 23 avril sur le traité de l'Union européenne ; amendement au projet de loi n°3 sur la réforme de la procédure pénale du 5 novembre (1992) ; rapport d'information n°72 du 1<sup>er</sup> décembre au nom de la mission commune d'information chargée d'examiner la mise en place et le fonctionnement de la Convention d'application sur le trafic de drogue dans l'espace Schengen, tome I exposé général, tome II documents de référence (1992). Amendements au projet de loi n°118 du 17 décembre sur les produits soumis à certaines restrictions de circulation (1992). Documents préparatoires au rapport d'information n°384 de juin et revue de presse (1993). Rapport d'information n°384 au nom de la mission commune d'information chargée d'examiner la mise en place et le fonctionnement de la Convention d'application, tome I exposé général, tome II annexes. Rapport d'information n°262 du 25 janvier 1994 au nom de la mission commune d'information chargée d'examiner la mise en place et le fonctionnement de la Convention d'application, tome I exposé général, tome II la revue de presse et revue de presse de février (1994).

**1992-1994**

**116** **Mise en application dans le droit français.** – Approbation et ratification, projet de loi, publication au Journal Officiel (1990-1993). Avis du Conseil constitutionnel (1991, 1993).

**1990-1993**

Article partiellement communicable.

**117-119 Coordination interministérielle****1984-1994**

**117** **Missions gouvernementales.** – Personnel, nomination, mise à disposition (1989-1994). Personnel de la coordination interministérielle pour les accords d'allégement des contrôles aux frontières, Jean-Paul Anglès, proposition de mission à Denis Moreau ; Marcel Beaux (1984-1987). Mission de coordination de libre circulation des personnes, matériel et moyens, remise des insignes de la Légion d'honneur à Marie-Dominique et Bernard Hagelsteen (1993-1994) ; Régime linguistique à adopter (1992-1994).

**1984-1994**

Article partiellement communicable.

**118**

**Réunions interministérielles.** – Comité interministériel : projets et relevés de décisions.

Réunions interministérielles des :

- 25 juin et 3 juillet 1986 sur les visas
- 27 juin 1986 sur les visas
- 12 août 1986 sur les visas et la libre circulation en Europe
- 11 décembre 1986 sur la libre circulation
- 12 janvier 1989 sur la circulation des personnes aux frontières
- 8 juin 1989 sur l'Acte unique
- 27 octobre 1989 sur la présidence française des communautés et la thématique de la drogue, sur l'accord de Schengen
- 8 juin 1990 pour préparer la venue de Lothar de Maiziere, Premier ministre de la République démocratique allemande, et de Jozef Antall, Premier ministre de Hongrie
- 2 octobre 1990 sur la libre circulation
- 5 octobre 1990 sur la Convention de Schengen, les frontières extérieures, et l'immigration communautaire
- 19 novembre 1990 sur la levée des visas pour les ressortissants polonais et pour préparer la réunion ministérielle Schengen
- 19 décembre 1990 sur Schengen et les travaux à Douze
- 12 août 1991 sur les empreintes et les visas
- 10 juin 1992 sur la rencontre entre Elisabeth Guigou, ministre déléguée aux Affaires européennes, et Paul Quilès, ministre de l'Intérieur
- 20 octobre 1992 sur l'échéance du 1<sup>er</sup> janvier 1993
- 13 novembre 1992 sur l'échéance du 1<sup>er</sup> janvier 1993
- 18 novembre 1992 sur l'échéance du 1<sup>er</sup> janvier 1993
- 26 novembre 1992 sur l'échéance du 1<sup>er</sup> janvier 1993
- 7 avril 1993 pour préparer une réunion informelle des ministres de la Justice et de l'Intérieur au sujet de la criminalité organisée et du racisme
- 5 juillet 1993 sur les problèmes posés par la libre circulation
- 20 juillet 1993
- 13 octobre 1993
- 17 septembre 1993 pour préparer la réponse au questionnaire relatif à l'immigration clandestine et à son exploitation (réunion annulée)
- 10 novembre 1993 sur Schengen
- 26 novembre 1993 pour préparer la réunion du groupe de Budapest sur les flux migratoires incontrôlés venant d'Europe centrale et orientale des 2-3 novembre 1993 (1986-1993).
- 7 décembre 1993 (1992-1993).

**1986-1993**

**Article partiellement communicable.**

**119**

**Conseils restreints.** – Réunions tenues sous la présidence du Ministre de l'Intérieur : 6 mars 1989 sur l'Acte unique (1989) ; 19 avril 1989 sur la libre circulation en Europe (1988-1989) ; 23 octobre 1991 sur les conférences intergouvernementales (1991).

**1988-1991**

**120-128 Relations extérieures.**

**1984-1994**

**120-121 Rencontres bilatérales de coordonnateurs.**

**1989-1993**

- 120** **États membres Schengen.** – Allemagne, réunions du 16 juin et 21 septembre 1989, du 20 avril et 27 septembre 1990, 23 février, du 5 mai, du 30 septembre et 28 octobre 1992, du 12 mars et 31 août 1993 (1989-1993). Benelux, 31 août 1990. Franco-néerlandaise le 24 mars, 2 octobre 1992. Franco-luxembourgeoise le 16 avril 1992, Paris. Franco-belge le 15 juin 1993 (1990-1993). Franco-hollandeaise du 23 novembre, La Haye (annulée, 1992). Franco-espagnole du 17 juillet 1992 et 26 juillet 1993 Madrid (1992-1993).

**1989-1993**

**Article partiellement communicable.**

- 121** **Autres pays.** – Rencontre franco-britannique sur la drogue, l'immigration et la police du 26 juillet 1989, Paris (1989). Franco-états-unienne du 2 novembre 1989, Paris (1989). Franco-britannique du 27 mars 1990, Londres (1990). Franco-espagnole sur Schengen et l'immigration du 24 septembre 1990, Paris (1990). Franco-portugaise sur Schengen du 23 novembre 1990, Paris (1990). Franco-britannique sur Schengen, les frontières, l'immigration, l'asile, le traité de Maastricht du 5 mars 1992 (1992). Franco-britannique du 21 septembre 1992, Paris (1992).

**1989-1992**

**122-123 Allemagne.**

**1984-1994**

- 122** **L'accord franco-allemand de Sarrebruck.** – Texte de l'accord du 13 juillet 1984 (1984). Mise en œuvre, application nationale, conseil européen de Fontainebleau des 25-26 juin 1984, réunion interministérielle du 14 septembre 1984, réunion de la commission plénière du 19 septembre 1984, réunion mixte du 25 septembre 1984, sommet de Bad Kreuznach du 29-30 octobre 1984, réunion interministérielle du 23 novembre 1984, rencontre franco-allemande de Bonn du 18 décembre 1984, commission plénière franco-allemande de Bonn du 14 février 1985, sommet franco-allemand de Paris du 28 février 1985 (1984-1985). Groupes de travail<sup>28</sup> : groupe 1 police réunions du 26 juillet 1984 ; 12 septembre 1984 ; 14-15 janvier 1985 ; 12 mars 1985 (1984-1985), groupe 2 douanes (1984-1985) ; groupe 3 visas dossier général (1984-1985) ; réunions du 23 août 1984 et 8-9 janvier 1985 et 19-20 juin 1985 (1984-1985) ; groupe 4 immigration (1984-1985).

**1984-1985**

**Article partiellement communicable.**

- 123** **Coopération bilatérale.** – Consultations, entretiens, coopération consulaire, coopération transfrontalière, immigration (1986-1994). Déplacements de la ministre déléguée aux Affaires européennes Elisabeth Guigou à Bonn le 21 avril 1992 (1992).

**1986-1994**

**Article partiellement communicable.**

---

<sup>28</sup> Ces groupes de travail précèdent l'accord de Schengen. Ils seront ensuite refondés différemment.

- 124** **Benelux.** – Stupéfiants, coopération judiciaire, coopération transfrontalière (1985-1994). Visites, dont déplacement en France le 1<sup>er</sup> février 1990 de Piet Dankert, secrétaire d' État néerlandais, en vue d'échanger avec la ministre des Affaires européennes Edith Cresson (1990).

**1985-1994**

**Article partiellement communicable.**

- 125** **Espagne.** – Commission internationale des Pyrénées, commission consulaire et sociale, commission mixte, coopération transfrontalière, immigration.

**1985-1993**

**Article partiellement communicable.**

- 126** **Italie.** – Négociations franco-italiennes sur l'allègement des contrôles aux frontières (1984-1990). Commissions franco-italiennes en charge de la négociation sur l'allègement des contrôles aux frontières, Rome 26 juillet ; Paris 1<sup>er</sup> octobre 1984 et Rome 5 novembre 1985, des questions de voisinage (1984-1986), du contrôle du tunnel du Mont Blanc (1985-1986), du tunnel du Fréjus (1986-1987). Sommets franco-italiens, Naples 26 novembre 1987, Arles 27 octobre 1988 (1987-1988). Groupe de travail 1 police ; 2 visas circulation des personnes ; 3 immigration ; 4 transports et circulation des marchandises (1985).

**1984-1990**

**Article partiellement communicable.**

- 127** **Portugal.** – Coopération décentralisée Midi-Pyrénées-région nord du Portugal, passeports (1990, 1992). Visite à Lisbonne d'Elisabeth Guigou, ministre déléguée aux Affaires européennes, le 23 avril 1992 (1992).

**1990, 1992**

**Article partiellement communicable.**

- 128** **Autres pays.** – Afrique du sud (1992). Bénin (1993). Hollande (1993). Hongrie (1987-1990). Maroc (1993). Pologne (1990-1991). Roumanie (1993). Royaume-Uni (1985, 1993). Suède (1990-1993). Suisse (1985, 1989). Tchécoslovaquie (1990).

**1985-1993**

**Article partiellement communicable.**

## **129-135 Application sur les frontières nationales**

**1985-1994**

- 129** **La France et la Convention.** – Position de la France sur la libre circulation et mise en place des accords.

**1985-1993**

**Article partiellement communicable.**

- 130** **Les DOM-TOM.** – L'outre-mer et la libre circulation (1989-1994). Dossier de réunion du 21 avril 1994 au ministère des outremers (1994).

**1989-1994**

**131-135 Franchissement des frontières françaises****1986-1994**

- 131** **Contrôles aux frontières.** – Déclaration aux frontières, volume des circulations, répartition des tâches (1988-1994). Points de passage autorisés en France (1992-1993). Zone de transit des ports et aéroports (1991-1993). Liaison transmanche, tunnel (1985, 1989-1993). Réactions françaises à la prise de position de Pierre Joxe sur les visas nationaux, ministre de l'Intérieur (1988).

**1988-1994**

*Article partiellement communicable.*

- 132** **Police et douanes.** – Complémentarité de la police de l'air et des frontières et des douanes (1987-1993). Accès aux données du système d'information Schengen par les douaniers et policiers (1990-1993). Zones de défense.

**1987-1993**

*Article partiellement communicable.*

- 133** **Tourisme.** – Décret portant sur les fiches d'hôtel et les registres de voyage (1986, 1991).

**1986, 1991****134-135 Ressortissants étrangers en France****1985-1994**

- 134** **Immigration.** – Dossier général : télégrammes, notes, rapports, mémoires, coupures de presse (1985-1994). Projets de loi relatifs à l'entrée et au séjour des étrangers (1986-1993).

**1985-1994**

*Article partiellement communicable.*

- 135** **Réadmission.** – Dossier général, procédures et liste des accords de réadmission (1990-1993). Accords, franco-espagnol (1989-1990), franco-italien (1985, 1990), franco-roumain (1993), franco-slovène (1992-1993), franco-portugais (1991-1993). Visite en France de Manuel Dias Loureiro, ministre de l'Intérieur portugais, les 7-8 mars 1993 pour la signature de l'accord franco-portugais.

**1985, 1989-1993**

- 136** **Informations publiques et cycle de formation.** – Groupe d'études et de mobilisation Europe 1993, compte rendu des travaux (1989). Journée d'étude des 21 et 22 mars 1989 sur « l'administration française et la construction européenne » (1989). Rapport d'étape sur la « population de la France » de la promotion Jean Monnet de l'Ecole nationale d'administration (1989). Cycle de formation à Bruxelles des 23-24 octobre 1989 destiné au corps préfectoral sur les « politiques et procédures communautaires » (1989). Journée de rencontre et de formation des cadres de la direction des libertés publiques et des affaires juridiques à Nainville les Roches le 21 octobre 1989 (1989). Colloques organisés par le Conseil d'État sur le droit et la jurisprudence en Europe (1989). Formation sur la coopération internationale en matière pénale à l'école nationale de la magistrature des 19 au 23 mars 1990 (1990). Séminaire du Royal Institute of International Affairs sur le démantèlement des frontières européennes des 26 janvier et 16 mars 1990 à Londres (1989-1990). Conférence Europe 2000 sur l'harmonisation des législations européennes dans le domaine de la sécurité, Zurich les 27-29 septembre 1990 (1990). « Étude sécurité intérieure », réflexion sur la libre circulation et l'Europe (1993).

**1989-1990, 1993**

*Article partiellement communicable.*

**137 Coupures de presse.****1986-1994**